



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

dépassement des ressources de la planète

Question au Gouvernement n° 74

Texte de la question

DÉPASSEMENT DES RESSOURCES DE LA PLANÈTE

M. le président. La parole est à Mme Barbara Pompili, pour le groupe La République en marche.

Mme Barbara Pompili. Ma question s'adresse au ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Depuis aujourd'hui, mercredi 2 août, l'humanité vit à crédit de ses ressources naturelles.

M. Laurent Furst. L'État aussi vit à crédit !

Mme Barbara Pompili. En seulement sept mois, nous avons émis plus de carbone que notre planète ne peut en absorber, et nous avons consommé plus de ressources naturelles que la Terre ne peut en produire en un an. Pour répondre à nos besoins de consommation, deux planètes Terre sont aujourd'hui nécessaires.

Chaque année, le « jour du dépassement » survient de plus en plus tôt. En France même, nous en voyons déjà les conséquences : sécheresses, inondations, pics de pollution, disparition d'espèces, épuisement des ressources halieutiques. Bien sûr, il s'agit d'un problème mondial, mais la France a un rôle d'entraînement très fort à jouer.

M. Jean-Luc Mélenchon. Très bien !

Mme Barbara Pompili. Les solutions, nous les connaissons. Nous devons développer les énergies renouvelables, aider notre agriculture à s'adapter, revoir nos politiques de mobilité, réduire la consommation énergétique de nos bâtiments, cesser de gaspiller, en général, développer le recyclage et l'économie circulaire, tout en préservant bien sûr notre modèle social.

Ce nouveau modèle de développement, en construction, répond aux enjeux environnementaux et climatiques. Il est, nous le savons, créateur d'emplois sur nos territoires. Mais tout cela ne pourra être fait que grâce à une volonté politique forte, face à ceux qui ne pensent que le court terme, et en associant tous les acteurs.

M. Fabien Di Filippo. Mme Pompili parle du Gouvernement !

Mme Barbara Pompili. Une nouvelle étude parue lundi indique qu'il n'y a que 5 % de chances de limiter le réchauffement climatique à 2 degrés, objectif fixé par l'Accord de Paris. Nous ne pouvons plus repousser sans cesse les échéances. Nous devons agir, vite. Nous sommes prêts, monsieur le ministre, à vous y aider. La France a un devoir d'exemplarité. Quelles mesures concrètes comptez-vous mettre en œuvre...

Mme Marie-Christine Dalloz. Des assises ?

M. Jean-Luc Mélenchon. Une commission, peut-être ?

Mme Barbara Pompili. ...pour que notre pays soit à la hauteur, et prépare l'avenir plutôt qu'il ne le subisse ?
(*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC ainsi que sur plusieurs bancs des groupes FI et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Madame la députée, comme vous l'avez expliqué, aujourd'hui 2 août, nous avons collectivement consommé toutes les ressources renouvelables de la planète pour cette année. Si vous m'aviez posé cette question il y a trente ans, vous l'auriez fait le 25 octobre, il y a vingt ans, le 2 octobre et il y a dix ans, le 19 août. Nous devons essayer d'enrayer ce recul.

Avec cet événement, nous prenons soudainement conscience, et peut-être tardivement que, sur notre planète, l'abondance n'est pas la norme mais l'exception. C'est la rareté qui est la norme. À travers un certain nombre de politiques, pas toujours très agréables, nous nous plions à l'obligation de fixer des limites : c'est la régulation, la réglementation, et avec elles le retour aux origines de l'économie, qui n'est pas basée sur la prédation, l'exploitation et la destruction.

Pour une économie qui protège nos ressources et nous permette d'envisager l'avenir, j'ai besoin de l'aide et de l'appui de chacun. Cela passe par l'économie circulaire, vous l'avez dit, par l'efficacité énergétique – nos entreprises et nos concitoyens y trouveront des avantages –, par un mode de production agricole...

M. Loïc Prud'homme. Expliquez cela au ministre de l'agriculture !

M. Nicolas Hulot, ministre d'Étatet de consommation alimentaire qui n'entraînent pas de gâchis, protègent nos sols et permettent de les réhabiliter.

M. Thibault Bazin. Avec Danone ?

M. Nicolas Hulot, ministre d'État. C'est cet ensemble de politiques publiques qui est nécessaire. Avec le Président de la République et le Premier ministre, je m'emploierai à coordonner cette action pour que cette échéance arrive chaque année plus tard. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC ainsi que sur les bancs des groupes FI et GDR.*)

M. Jean-Luc Mélenchon. La qualité des intentions est incontestable.

Données clés

Auteur : [Mme Barbara Pompili](#)

Circonscription : Somme (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 74

Rubrique : Développement durable

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 août 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 août 2017](#)